

#StopLoiSecuriteGlobale

Appel à mobilisations contre la proposition de loi Sécurité globale ce samedi 12 décembre en régions

Depuis près de 5 semaines, les rassemblements et mobilisations contre la proposition de loi Sécurité globale ont fait descendre des centaines de milliers de personnes dans plus de 100 villes en France pour dénoncer une dérive sécuritaire très inquiétante : rassemblement du 17 novembre devant l'Assemblée nationale à Paris, rassemblements du 21 novembre, Marches des Libertés du 28 novembre et Marches des Libertés et des Justices du 5 décembre à Paris et partout en France.

Le gouvernement mène une entreprise de démolition des libertés publiques fondamentales en France, à travers la proposition de loi Sécurité globale et ses articles 21, 22 et 24, votés le 24 novembre dernier par 388 député.e.s, ainsi que le nouveau Schéma national de maintien de l'ordre. La coordination #StopLoiSécuritéGlobale en exige le retrait. Elle n'est pas dupe et observe que l'article 24 risque d'être réintroduit avec l'article 25 du projet de loi dite "Séparatisme". Elle dénonce depuis le 8 novembre les nombreuses atteintes à la liberté de la presse, à la liberté d'informer et d'être informé, à la liberté d'expression, et l'instauration d'une surveillance de masse. Elle s'oppose à une dérive autoritaire de l'État qui s'accélère, avec des décrets liberticides décidés à la hâte. La population doit réagir pour que l'État de droit et la démocratie soient préservés.

Après la manifestation parisienne du 5 décembre, et du fait de la stratégie de la terre brûlée mise en place par la préfecture de police, la coordination #StopLoiSecuriteGlobale considère que les conditions de sécurité des manifestants et manifestantes ne sont pas assurées et n'organisera pas de mobilisation ce samedi 12 décembre à Paris.

La coordination #StopLoiSecuriteGlobale appelle les coordinations locales à poursuivre la mobilisation contre cette loi en organisant des rassemblements sur tout le territoire national.

La coordination exige d'être reçue dans les plus brefs délais par le président de la République Emmanuel Macron, sans attendre l'hypothétique «Beauvau de la Sécurité», qui ressemble à une opération de communication décidée et annoncée dans l'urgence conjointement par le Président de la République et... les syndicats de police.

Paris, le 9 décembre 2020.